

## Ne nous trompons pas de route

Nous sommes dans une situation politique difficile pour l'ensemble de la population, des salariés qu'ils soient privés d'emploi, précaires quelques soient les secteurs d'activité dont ils sont issus : l'industrie, la culture, la santé, les services publics, retraités, chômeurs etc.

La crise sanitaire est mise à profit pour aggraver les inégalités.

Notre défi est de cultiver de l'espérance, de construire des alternatives politiques avec tous et toutes. Emmanuel Macron, dans la lignée de ses prédécesseurs, poursuit le démantèlement des acquis issus du conseil de la résistance. Une autre société se construit sur un fond d'individualisme dans laquelle se déchire tout notre système de solidarité.

De grands mouvements sociaux marquent à jamais la lutte de classe et de masse dans le pays et mobilisent jeunes, femmes et bien d'autres catégories autour d'un objectif de changement de société. C'est encourageant, l'idée de la lutte ne peut s'éteindre dans ces conditions.

Cela interroge le Parti sur sa capacité d'être au côté du mouvement populaire, d'en être partie prenante.

Se profile à l'horizon des échéances électorales importantes : départementales, régionales, puis présidentielles et législatives en 2022.

Mon département d'Indre-et-Loire vivra en plus une élection législative partielle sur la troisième circonscription.

Tous les regards se tournent naturellement sur l'élection présidentielle, véritable piège pour la démocratie.

On accrédite l'idée qu'un homme providentiel peut à lui seul bousculer le capitalisme mondialiste.

Danielle Mitterrand, épouse de François Président de la république, interrogeait publiquement l'opinion dans son livre Le printemps des insoumis : « Un président de gauche devrait-il donc fatalement renoncer à sa politique parce qu'un impérialisme refuse tout ce qui s'écarte de l'objectif obsessionnel, la sacro-sainte rentabilité ? »

C'est dire combien cette élection est piégée d'avance et plus encore pour notre parti. Que l'on ait un candidat communiste ou pas ne changera rien en profondeur.

Ce qui demeure essentiel à mes yeux reste notre capacité à rassembler le mouvement populaire et construire des solutions alternatives dans la lutte.

Il est préférable de donner priorité à notre ancrage sur les territoires, les circonscriptions. Les élections départementales, régionales et législatives devraient être notre priorité de mobilisation collective.

Il est préférable de donner priorité au rassemblement du mouvement populaire

Enfermer le débat sur la question des hommes ou des femmes providentiels me semble réducteur, cela ne permettra pas de retrouver la lisibilité de notre action, et nous placera dans une situation d'échec dont nous risquons de ne pas nous relever.